

الصفحة
1
4

الامتحان الوطني الموحد للبكالوريا

الدورة الاستدراكية 2013

عناصر الإجابة



RR52

الملكية المغربية
وزارة التربية الوطنية
المجلس الوصفي للتقويم والامتحانات والتوجيه
+٣٩٠٨٤٤١ / ٥٤٥٤٥
+٣٩٠٥٤١ / ٥٧٨٢٤
٥٢٣٥

3	مدة الختبار	الاقتصاد العام والإحصاء	المادة
6	المعامل	شعبة العلوم الاقتصادية والتسيير : مسلك العلوم الاقتصادية	الشعبة أو المسلك

Corrigé indicatif

N.B :

- 3 points de la note sur 120 est consacré à la présentation soignée de la copie ;
- Evitez la double sanction dans la notation des réponses liées.

DOSSIER N°1		39 Points
Réponses		BAREME
1	Document 1 : marché de biens et services. Document 2 : marché du travail. Document 3 : marché des capitaux (ou marché monétaire ou marché interbancaire).	1,50 pt 1,50 pt 1,50 pt
2	a. a ₁ - l'offre d'olives pour la campagne 2011-2012 est de : $1,15/0,85 = 1,35$ millions de tonnes. <i>(acceptez toute méthode logique)</i> a ₂ - Les causes expliquant la baisse prévisionnelle de la récolte d'olives pour la campagne 2012-2013 : <i>(deux réponses suffisent)</i> (1,5 pt x 2) • le déficit pluviométrique ; • la vague de froid ; • les épidémies. b. b ₁ - Pour la production d'huile d'olive entre 800 litres et 1 000 litres, le litre d'huile supplémentaire, coûte en moyenne 50 dh. <i>(acceptez toute réponse logique)</i> b ₂ . la quantité maximisant le profit est : 1000 litres, car pour ce niveau de production, le prix du marché est égal au coût marginal (soit 50 dh). b ₃ - Le profit total maximum = (Prix du marché – coût moyen) x Quantité optimale = (50 – 30) x 1000 = 20 000 dh.	1,50 pt 3 pts
3	a. 13,4 : Au Maroc, en 2012, en milieu urbain, la population active en chômage représente 13,4% de la population active urbaine. b. Une caractéristique du chômage au Maroc : le chômage touche plus le milieu urbain que le milieu rural. c. Taux du chômage en 2012 = (Population en chômage/Population active) x 100 = (1 038 000/11 530 000) x 100 = 9%.	1,50 pt 1,50 pt 3 pts
4	a. - Dégradation des avoirs extérieurs nets en provenance du reste du monde ; - Baisse de l'épargne nationale : 26,1% en 2012 contre 27,9% en 2011. b. La sous-liquidité des banques peut se traduire par la limitation des crédits accordés à l'économie, ce qui risquerait de pénaliser la consommation, l'investissement et la croissance économique. <i>(acceptez toute réponse logique)</i>	1,50 pt 1,50 pt 3 pts
5	a. - PIB 2010 = Revenu national brut disponible - Revenus et transferts nets extérieurs = 806 626 – 42 595 = 764 031 millions DH ; - Consommation finale nationale pour 2010 : RNB – ENB = 806 626 – 235 141 = 571 485 millions DH ; - Indice de l'épargne nationale brute en 2012 (base 100 en 2010) = $(\text{ENB}_{2012} / \text{ENB}_{2010}) \times 100$ = [(226 226) / (235 141)] x 100 = 96,20 (ou 96,21) ; b. - La richesse créée par l'économie marocaine en 2010 est de 764 031 millions de DH ; - Au Maroc, en 2010, les dépenses de consommation finale nationale s'élèvent à 571 485 millions de DH ; - L'épargne nationale brute au Maroc a baissé de 3,80% (ou 3,79%) en 2012 par rapport à 2010. <i>(acceptez toute réponse logique)</i>	1,50 pt 1,50 pt 1,50 pt 1 pt 1 pt 1 pt
6	a. Faux b. Faux c. Vrai	1 pt 1 pt 1 pt

DOSSIER N°2

78 POINTS

Réponses

BAREME

7	a. Au Maroc, Le déficit commercial a augmenté ou s'est aggravé de 24,6% en 2011 par rapport à 2010; (<i>Accepter toute réponse logique</i>)	1,50 pt
	b. b ₁ - Solde courant en 2011 = Solde des biens + Solde des services + Solde des revenus + Solde des transferts courants = - 157 + 44 - 17 + 66	1,50 pt
	Solde du compte courant 2011 = - 64 milliards de DH	
	- Taux de variation du solde courant en % : $= ((\text{Solde en 2011} - \text{Solde en 2010}) / \text{Solde en 2010}) \times 100$ $= ((-64 - (-34)) / -34) \times 100 = 88,23\% \text{ ou } (88,24\%)$	1,50 pt
	b ₂ – Calcul du taux de couverture en 2011 : On a : Exportations ₂₀₁₁ = solde commercial + importations $= - 157 + 331 = 174 \text{ milliards de DH}$ Taux de couverture ₂₀₁₁ = $(X_{2011}/M_{2011}) \times 100 = (174 / 331) \times 100$	1,50 pt
	Taux de couverture = 52,56% (ou 52,57%)	
	c. Au Maroc, le déficit du compte courant s'est aggravé en passant de 34 milliards DH en 2010 à 64 milliards DH en 2011, soit une hausse de 88,24%. Cette aggravation est imputable en particulier au creusement du déficit commercial de 24,6% et à celui des revenus extérieurs de 30,7%. (<i>Accepter toute formulation logique</i>)	1 pt 2 pts
	d.	
	• $\bar{x} = \sum x_i/N = 10/4 = 2,5$	0,50 pt
	• $a = (\sum x_i y_i - N \bar{x} \bar{y}) / (\sum x_i^2 - N \bar{x}^2)$ $= (-135 - (4 \cdot 2,5 \cdot -11,5)) / (30 - (4 \cdot 6,25)) = -20 / 5 = - 4$ a = - 4	3 pts
	• $b = \bar{y} - a \bar{x} = -11,5 - (-4 \cdot 2,5)$ $b = - 11,5 + 10$ b = - 1,5	1,50 pt 1 pt
	• $y = - 4x - 1,5$	
	e. Puisque le signe de a est négatif, si la tendance se maintient dans le temps, le déficit des revenus s'aggrave au fil des années (ou le solde se détériore). (<i>Accepter toute réponse logique</i>)	1,50 pt
8	a.	
	Constraintes la LF 2013	1,50 pt 1,50 pt
	Causes de l'aggravation du déficit budgétaire	1,50 pt 1,50 pt
	b. La dévaluation peut être une opération risquée du fait qu'elle ne garantit pas la relance des exportations, surtout dans un contexte de crise chez les principaux partenaires extérieurs du Maroc. De même, cette dévaluation engendre le renchérissement des importations énergétiques incompressibles. Ainsi, l'objectif ne serait pas atteint. (<i>Accepter toute réponse logique</i>)	1,50 pt 1,50 pt
9	a. a ₁ - Deux actions de la politique budgétaire : - Réduction et rationalisation des dépenses de l'Etat ; (Ou : Action par les dépenses publiques) ; - Mise en place d'une taxe sur les hauts salaires ; (Ou : Action par les recettes publiques) ; a ₂ . Deux mesures de la réforme prévue en matière de compensation : - Suppression progressive de la subvention sur les prix des produits de base ; - Distributions des aides financières directes aux plus pauvres.	1,50 pt 1,50 pt 1,50 pt 1,50 pt
	b. La subvention des prix de certains produits alourdit les dépenses publiques et conduit les pouvoirs publics à s'endetter notamment sur le marché intérieur. Ce qui prive le secteur privé des moyens de financement en volume et en taux adéquats. C'est l' effet d'éviction . (<i>Accepter toute réponse logique</i>)	3 pts

10	<p>a. a₁ – Deux actions de la politique monétaire : (<i>Deux réponses suffisent</i>) - Avances à 7 jours ; - Avances à 24 heures ; - Réserve obligatoire (en baisse de 6 à 4%). a₂ – une composante de l'agrégat M₁ : la monnaie scripturale ;</p> <p>b. La stabilité des prix au Maroc s'explique aussi par l'action de politique budgétaire à travers la subvention de certains produits. (<i>Acceptez toute réponse logique</i>)</p>	0,75 pt 0,75 pt 1,50 pt 3 pts
11	<p>a. Deux indicateurs du sous-développement : - Revenu par habitant ; nature : indicateur économique ; - Taux d'analphabétisme ; nature : indicateur social ;</p> <p>b. La stratégie industrielle adoptée par la Turquie est l'industrialisation par promotion des exportations. L'avantage possible (<i>une réponse suffit</i>) : - amélioration des exportations ; - entrée de devises ; - croissance économique ; - création d'emplois, etc.</p>	0,75 pt 0,75 pt 0,75 pt 0,75 pt 1,50 pt 1,50 pt
12	<p>a. L'écart de l'IDH entre le Maroc et la Turquie s'explique par : - l'espérance de vie qui est plus élevée en Turquie (74 ans) qu'au Maroc (72,2 ans) ; - la durée moyenne de scolarisation qui est de 6,5 ans en Turquie et de 4,4 ans au Maroc ; - le PNB par habitant : celui de la Turquie est 3 fois plus que celui du Maroc. (<i>Accepter toute formulation logique</i>)</p> <p>b. (<i>Deux réponses suffisent</i>) (3 pts x 2) * Sur le plan du commerce extérieur : les deux économies sont dépendantes du marché européen ; * L'économie marocaine est spécialisée dans des productions de faible valeur ajoutée alors que celle turque est diversifiée et s'appuie sur une industrie forte. * L'économie turque est plus performante que l'économie marocaine : - le taux de croissance de l'économie turque est largement supérieur à celui de l'économie marocaine ; - le PNB par habitant en Turquie est plus que le triple de celui marocain. (<i>Accepter toute autre réponse logique</i>)</p>	1 pt 1 pt 1 pt 6 pts
13	<p>a. Faux ; b. Vrai ; c. Faux.</p>	1 pt 1 pt 1 pt
14	<p>Synthèse : <u>Acceptez toute formulation logique</u></p> <p>Introduction : Depuis 2008, le déficit du compte des transactions courantes du Maroc ne cesse de s'aggraver. Cette dégradation nécessite une lecture attentive de ses causes et une réflexion sur les mesures susceptibles de soulager ce déficit. On peut ainsi s'interroger sur l'ampleur et les causes du déficit du compte courant et les mesures susceptibles de l'atténuer. Pour cela nous traiterons dans un premier point l'ampleur et les causes du déficit du compte courant avant de présenter quelques mesures correctives.</p> <p>Développement :</p> <p>I- L'ampleur et les causes du déficit du compte courant : L'ampleur du déficit courant : Le déficit est passé de 35 milliards dh en 2008 à 64 milliards en 2011. Par ailleurs, ce déficit représente 8% du PIB en 2011.</p> <p>Causes de ce déficit : (<i>Au moins 3 causes : 2 points par cause</i>) - Aggravation du déficit commercial en 2011 ; - Dégradation du solde des revenus extérieurs ; - Ralentissement des transferts des MRE et des recettes touristiques ; - Etc.</p>	3 pts 1 pt 6 pts

II- Les mesures pour atténuer le déficit courant : (Au moins 3 mesures : 2 points par mesure)

- La dévaluation : La dévaluation permet de stimuler les exportations. Or, dans le cas du Maroc, elle ne garantit pas la relance des exportations et en plus elle engendre le renchérissement des importations énergétiques incompressibles. Par ailleurs, la dette extérieure devient onéreuse.
- Diversification et valorisation des produits exportés : offre exportable plus diversifiée et à plus de valeur ajoutée, donc possibilité de stimuler les exportations;
- Diversification géographique des débouchés : rompre avec la dépendance vis-à-vis des partenaires traditionnels et diversifier ainsi les débouchés extérieurs ;
- Etc.

6 pts

Conclusion :

La crise actuelle aggrave davantage le déficit du compte courant et compromet les mesures adoptées. Ce qui montre la fragilité d'une économie s'appuyant en grande partie sur des ressources extérieures volatiles, notamment les transferts des MRE, les recettes touristiques et celles des IDE.

2 pts